

Myanmar : les travailleurs ont perdu tous leurs droits ; le coup d'État et la troisième vague mettent les ouvriers en danger

samedi 18 septembre 2021, par [Frontier Myanmar](#) (Date de rédaction antérieure : 9 septembre 2021).

Certains propriétaires d'usines ont été accusés d'avoir encore plus exploité et de ne pas avoir protégé leurs employés lors de la dernière épidémie de Covid-19, et comme les syndicats ne sont pas actifs depuis le coup d'État, les travailleurs ne peuvent pas demander réparation.

Sommaire

- [Les travailleurs sont les](#)
- [Pas de lieux où les travailleu](#)
- [Le désespoir des soutiens de](#)

Ko Aung Min Thein a commencé à souffrir de maux de tête et de douleurs musculaires au cours de la deuxième semaine de juillet, et trois jours plus tard, il a perdu son odorat. C'est à peu près à cette époque qu'il a commencé à remarquer que nombre de ses collègues de travail dans une usine de nouilles instantanées à Yangon présentaient également des symptômes du Covid-19.

« Un collègue qui travaillait à côté de moi est d'abord tombé malade et quelques jours plus tard, j'ai développé les mêmes symptômes. Lorsque j'ai dit à ma supérieure que j'avais perdu mon odorat, elle m'a interdit de venir travailler pendant deux semaines », a déclaré Aung Min Thein, qui a demandé que son vrai nom ne soit pas utilisé.

Cet homme de 34 ans, l'un des plus de 500 employé-es de l'usine située dans le canton de Hlaing Tharyar, fortement industrialisé, à Yangon, vit avec ses parents et ses trois frères et sœurs. Bien qu'il se soit isolé dans sa chambre, cela n'a pas empêché le virus de se propager aux membres de sa famille. Quatre jours après qu'il soit tombé malade, le père d'Aung Min Thein, âgé de 67 ans, a lui aussi développé les symptômes du Covid-19.

« Toute la famille a été infectée, à l'exception de ma mère. Mes frères et sœurs et moi n'avons pas trop souffert, mais mon père a failli mourir - nous avons eu la chance de le sauver. Son taux d'oxygène est tombé à moins de 80% », a déclaré Aung Min Thein.

La famille a dépensé plus d'un million de Kyat pour l'achat d'oxygène supplémentaire pour le père d'Aung Min Thein, ainsi qu'une somme importante en médicaments et équipements médicaux.

« Mon père souffre encore des conséquences du Covid-19. Même si nous avons sauvé mon père, mes frères et sœurs m'en veulent parce que c'est moi qui ai apporté le virus. Je n'ose pas penser à ce qui me serait arrivé si notre père était mort », a-t-il dit d'une voix teintée d'émotion.

Les travailleurs sont les perdants

Il n'y a pas que le blâme de sa famille, car Aung Min Thein se sent également déçu par son employeur. Après avoir suivi les instructions de son supérieur, qui lui avait demandé de s'absenter du travail pendant deux semaines, Aung Min Thein n'a été payé que pour les 16 jours qu'il a travaillés en juillet, et a empoché 76 800 Kyat, soit à peine un tiers de son salaire mensuel habituel d'environ 220 000 Kyat.

Le droit du travail du Myanmar autorise les employé·es à prendre jusqu'à 30 jours de congés médicaux payés s'ils et elles peuvent présenter un certificat médical, mais les employeurs d'Aung Min Thein l'ont simplement marqué comme absent les jours où il était malade du Covid-19.

« Je me suis reposé à la maison pendant deux semaines parce que mon superviseur m'avait dit de ne pas venir travailler. Mais j'ai perdu 14 jours de salaire, des heures supplémentaires et une prime d'assiduité », a-t-il déclaré.

Les ouvrier·es d'usine reçoivent le salaire minimum journalier de 4 800 Kyat, mais font des heures supplémentaires et touchent une prime d'environ 20 000 Kyat s'ils et elles ne prennent pas de congés pendant le mois. Un travailleur·euse qui prend ne serait-ce qu'un jour de congé perd la prime et les heures supplémentaires. Aung Min Thein a déclaré que des dizaines d'ouvrier·es de son usine de nouilles instantanées avaient vécu la même expérience, mais que personne n'était prêt à se plaindre.

« Il y a beaucoup de gens qui cherchent du travail en ce moment. Même si les propriétaires d'usines proposaient de payer un centime de Kyat par jour, peu de gens refuseraient. Dans cette situation, personne ne veut se plaindre à la direction des réductions de salaire. Si nous sommes licenciés, nous ne pouvons rien faire pour nous défendre », a-t-il déclaré à Frontier.

Frontier n'a pas été en mesure de trouver des chiffres sur le nombre de travailleur·euses d'usine infectés par le Covid-19, mais avec plus de 6 600 usines dans la seule ville de Yangon, on pense que le nombre est important. Les travailleur·euses et les militant·ers des droits du travail affirment que les employeurs n'ont pas non plus fait suffisamment d'efforts pour empêcher la propagation du virus.

Ma Ei Ei Win, 37 ans, l'un des plus de 8 000 employeurs de la ville, patron de l'usine de chaussures Chang Yi à Hlaing Tharyar, qui fabrique des chaussures pour Adidas, une grande marque mondiale, a déclaré que l'usine prétendait n'avoir aucun travailleur·euse infecté·e par le Covid-19 alors que ce n'était pas vrai.

« Notre usine a été fermée du 17 au 31 juillet, et pendant cette période, j'ai appris que de nombreux travailleur·euses étaient malades et qu'un d'entre eux, atteint d'une forte fièvre, était décédé. Il y a encore des travailleur·euses qui prennent des congés maladie parce qu'ils ou elles ont le Covid-19 », a déclaré Ei Ei Win, qui a demandé à être identifié par un pseudonyme.

Elle a déclaré que l'usine avait pris certaines précautions, comme la fourniture de masques et de désinfectants pour les mains, et avait demandé aux travailleurs de rester chez eux s'ils étaient malades ou s'ils perdaient leur odorat. Mais il est impossible pour les employé·es de maintenir une distance sociale dans l'usine en raison du manque d'espace, a déclaré Ei Ei Win. Elle a également reproché à l'entreprise de ne pas proposer de tests rapides Covid-19, qui, selon elle, auraient été plus efficaces pour tenir le virus à distance.

« Nous travaillons à environ 30 cm les uns des autres et lorsque nous déjeunons, il n'y a pas de

panneaux de séparation en verre sur les tables pour nous séparer. De ce fait, au moins cinq ou six personnes ont été infectées dans chaque groupe de 30 à 40 travailleur·euses », a-t-elle déclaré.

La militante syndicale Ma Nwet Yi Win a déclaré que certains propriétaires d'usines dans les zones industrielles de Yangon, comme celles de Hlaing Tharyar ou de Shwepyithar, ont profité de l'absence de tout contrôle depuis le coup d'État du 1^{er} février. Elle a également déclaré que les usines étaient, précédemment, mieux à même de prévenir la propagation des première et deuxième vagues du Covid-19 sous la direction du gouvernement de la Ligue nationale pour la démocratie [gouvernement renversé par le coup d'Etat. NdT].

« Le gouvernement de la NLD a autorisé l'ouverture d'usines pendant la deuxième vague, mais seulement après avoir vérifié qu'elles avaient mis en place des mesures de prévention du Covid-19. Aujourd'hui, personne n'inspecte les usines. Les propriétaires d'usines sont heureux quand le gouvernement ne mêle pas leurs affaires », a-t-elle déclaré.

Au cours de la première et de la deuxième vague, si un cas de Covid-19 était détecté dans une usine, celle-ci devait fermer immédiatement, tous les contacts proches du cas positif étaient mis en quarantaine et les travailleur·euses de la santé procédaient à des prélèvements et à des tests sur les autres salarié·es. Désormais, les usines ne se soucient pas de savoir si des cas positifs sont détectés parmi les travailleur·euses, ont déclaré les travailleur·euses interrogé·es par Frontier.

Aung Min Thein, ouvrier dans une usine de nouilles, a déclaré que des tests effectués sur son lieu de travail début août ont permis de détecter quatre personnes atteintes du Covid-19. « Ces travailleurs ont été renvoyés chez eux pour se reposer, mais l'usine a continué à fonctionner », a-t-il dit. « Personne ne se plaint, car c'est nous, les travailleur·euses, qui perdons de l'argent si l'usine ferme ».

Pas de lieux où les travailleur·euses peuvent se plaindre

Les dirigeant·es syndicaux ont déclaré à Frontier que les employeurs pouvaient agir en toute impunité parce que les travailleur·euses étaient non seulement prêt·es à tout pour conserver leur emploi, mais aussi parce qu'ils et elles avaient le sentiment qu'on ne pouvait demander de l'aide à personne.

Les dirigeant·es syndicaux et les défenseur·euses des droits des travailleur·euses ont mené certaines des premières manifestations contre le coup d'État à Yangon et sont resté·es des figures importantes de la résistance au régime militaire. Ils et elles sont donc devenu·es des cibles pour le régime, et au moins 20 ont été arrêté·es depuis le coup d'État. Un ancien dirigeant syndical de l'usine de chaussures Tai Yi à Hlaing Tharyar, qui a fermé après le coup d'État, a déclaré que les militant·es syndicaux et les syndicats avaient été contraints de faire profil bas et que les travailleur·euses ne pouvaient plus faire valoir leurs griefs comme ils et elles le faisaient sous le gouvernement de la NLD.

« Nous devons nous cacher des militaires et les travailleur·euses doivent se taire car ils et elles n'osent pas résister à la volonté des employeurs », a-t-il déclaré.

Nwet Yi Win a abondé dans ce sens, affirmant qu'il n'y a désormais « aucun endroit où les travailleur·euses peuvent se plaindre. En l'absence de syndicats et de dirigeant·es syndicaux pour défendre les travailleur·euses lorsqu'ils et elles déposent une plainte auprès d'un tribunal dédié aux conflits du travail, les employeurs peuvent s'assurer que toute affaire ouverte sera tranchée en leur faveur », a-t-elle déclaré.

Les employeurs ont utilisé le coup d'État à leur avantage, a ajouté Nwet Yi Win, citant en exemple des cas où ils se sont arrangés pour que des soldats soient présents lorsqu'ils versaient des indemnités lors de fermetures d'usines.

« Si les travailleur·euses découvrent qu'ils ou elles n'ont pas été payé·es intégralement ou qu'ils ou elles sont victimes de violations du droit du travail, ils et elles ne peuvent pas se plaindre auprès des soldats à proximité. Les travailleur·euses ont perdu tous leurs droits ; ils et elles n'ont plus rien », a-t-elle déclaré.

Le bureau de liaison de l'Organisation internationale du travail au Myanmar a déclaré qu'il suivait la situation. Le bureau reste en contact étroit avec les organisations qui représentent les employeurs et les travailleur·euses et reçoit régulièrement des mises à jour sur la situation à laquelle sont confrontés les travailleur·euses pendant la troisième vague, a déclaré à Frontier le 26 août M^{me} Anne Boyd, porte-parole de l'OIT à Yangon.

« La troisième vague de Covid-19 est plus dévastatrice et plus répandue au Myanmar que les deux vagues précédentes. Elle a entraîné des décès, la perte d'emplois, la réduction du temps de travail, l'absence de sécurité de l'emploi, des risques sanitaires et, en fin de compte, la perte des moyens de subsistance de nombreuses personnes », a déclaré M. Boyd.

À la question de savoir si l'OIT pouvait fournir des informations sur les plaintes des travailleur·euses qui affirment que leurs droits du travail ont été violés par les employeurs au cours de la troisième vague, M. Boyd a répondu : « Notre bureau n'intervient pas directement, en pratique, dans les conflits industriels individuels entre deux parties. »

Toutefois, elle a exprimé son inquiétude quant à l'arrestation, l'intimidation, les menaces et la violence à l'encontre des syndicalistes depuis le coup d'État, ainsi que la déclaration du 26 février de la junte selon laquelle 16 organisations syndicales étaient illégales au motif qu'elles n'étaient pas enregistrées en vertu de la loi sur l'organisation du travail.

Le désespoir des soutiens de famille

La combinaison du coup d'État militaire du 1^{er} février et du Covid-19 a profondément affecté l'économie du Myanmar, la Banque mondiale prévoyant une contraction de 18% [du PIB] pour la période, qui se termine le 30 septembre. Les ménages à faibles revenus ont été les plus touchés par la crise économique, la Banque mondiale avertissant que les niveaux de pauvreté pourraient doubler d'ici le début de l'année prochaine, par rapport aux niveaux de 2019.

Dans un rapport publié en juillet, l'Organisation internationale du travail a estimé que l'emploi au Myanmar s'est contracté de 6% au deuxième trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020, ce qui représente 1,2 million de pertes d'emplois. En outre, l'OIT estime que 14% des heures de travail ont été perdues au cours du premier semestre 2021, ce qui équivaut au temps de travail d'au moins 2,2 millions de travailleurs à temps plein. Elle a déclaré que tous les secteurs de l'économie avaient été touchés, la construction, l'industrie du vêtement, le tourisme et l'hôtellerie étant les plus durement touchés, tant en termes d'heures de travail que de pertes d'emplois. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée car elles constituent la majorité de la main-d'œuvre dans ces industries. La pénurie d'emplois a créé une situation où certains estiment qu'ils et elles n'ont pas d'autre choix que de continuer à travailler malgré le risque de contracter le Covid-19, surtout s'ils ou elles sont le seul soutien de famille.

La militante syndicale Nwet Yi Win a déclaré que la peur de perdre leur salaire s'ils ou elles étaient

malades signifiait que de nombreux travailleur-euses n'avaient pas l'intention de prendre des congés s'ils ou elles développaient les symptômes du Covid-19. « S'ils ou elles perdent leur odorat, ils ou elles ne le disent à personne et vont travailler normalement, mais cela aggrave le taux d'infection », a-t-elle déclaré.

Ma Aye Aye Mar, 40 ans, qui travaille dans une usine de confection dans la commune de Shwepyithar, a déclaré à Frontier qu'elle ne voudrait pas prendre de congé si elle attrapait le Covid-19 car elle doit subvenir aux besoins de ses trois jeunes filles et de son père âgé.

« Je suis la seule à gagner de l'argent dans ma famille et mon salaire est d'environ 180 000 Kiat par mois. Je ne peux pas me permettre de perdre ne serait-ce qu'un jour de salaire car il est déjà difficile de joindre les deux bouts », a déclaré Aye Aye Mar, qui a demandé à ne pas utiliser son vrai nom par crainte de représailles.

L'année écoulée a été difficile pour Aye Aye Mar. En 2020, son mari l'a quittée pour une autre femme, et lorsque son usine a fermé temporairement après le coup d'État, elle a dû emprunter à un prêteur à des taux usuraires.

« Je dois payer 45 000 Kiat d'intérêts sur mon prêt de 300 000 Kiat chaque mois et le loyer de ma maison s'élève à 55 000 Kiat. Ma limite de dépenses quotidiennes pour toute la famille est de 2 500 000 Kiat. Si je prends un congé, je ne pourrai pas couvrir ces frais. Rien que de penser à prendre un congé, je me sens épuisée », a-t-elle déclaré.

Aye Aye Mar craint d'être infectée par le Covid-19, car de nombreux ouvriers de son usine sont malades.

« Parfois, je me sens déprimé. Même si j'ai mal à la tête ou que je perds l'appétit, je suis très inquiète. Si je ne peux pas travailler, ma famille sera en difficulté », a-t-elle déclaré.

Frontier Myanmar

P.-S.

- Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés. samedi, 18 septembre 2021 : <https://www.laboursolidarity.org/Myanmar-les-travailleurs-ont-perdu>

Publié par : www.frontiermyanmar.net/en/ le 9 septembre 2021